

Ambassade des États-Unis, Ottawa, Ontario Canada
«Les relations Canada-États-Unis : frontières communes, valeurs communes»
Discours-programme prononcé lors de la conférence du Global Business Forum,
le 23 septembre 2004,
Banff (en Alberta).

Texte intégral

Je vous remercie de votre aimable présentation. J'ai eu le plaisir de m'adresser aux participants du Global Business Forum il y a deux ans, ici à Banff, et je suis honoré que vous m'ayez invité de nouveau.

J'aimerais aujourd'hui vous entretenir de la diversité des relations entre les États-Unis et le Canada. Du fait que cette conférence porte sur le monde des affaires, j'aimerais mettre l'accent sur le système mondial du libre échange et sur son importance pour nos deux pays. Toutefois, je veux surtout souligner aujourd'hui que si les relations entre les États-Unis et le Canada sont considérables, importantes et solides, leur contexte mondial est tout aussi important. Notre défi ne se limite pas à travailler ensemble ici en Amérique du Nord, ce que nous faisons depuis longtemps, mais bien de travailler ensemble à l'échelle mondiale.

Le partenariat entre les États-Unis et le Canada est d'une importance sans borne. Il est le plus important partenariat bilatéral commercial et économique au monde et il s'étend sur 8 350 kilomètres de frontières communes. En tout temps, nos pays sont les hôtes de centaines de milliers de citoyens de l'un et l'autre.

Nos relations sont si importantes et si diversifiées qu'elles prospèrent sans l'intervention du gouvernement fédéral de l'un ou de l'autre des deux pays. Il existe un réseau intense de relations, de communications et d'ententes entre les régions, les provinces et les États, entre les municipalités, les familles et les amis. Lorsqu'une famille élargie organise une réunion où participent des cousins provenant de quatre provinces et de sept États, il importe peu aux participants si les approches des gouvernements fédéraux en matière de changement climatique diffèrent ou si nos pays ont voté ensemble sur la dernière résolution du Conseil de sécurité.

Dans d'autres contextes, il va de soi que les relations entre Washington et Ottawa importent beaucoup. Nous différons d'opinion sur un certain nombre de questions précises, mais nos différences en matière de politiques s'estompent en comparaison de la portée globale de notre collaboration. Lorsque le président George W. Bush et le premier ministre Paul Martin se sont rencontrés en avril dernier, à la Maison-Blanche, ils ont discuté d'un sujet qui leur tient à cœur, la paix dans le monde, et, comme l'a fait remarquer le président Bush, ils travaillent ensemble en vue d'atteindre cet objectif commun.

Le Canada a joué un rôle important lors des missions de maintien de la paix dans les Balkans et plus récemment, en Haïti. Le Canada participe aux efforts diplomatiques visant à mettre fin à la violence qui touche le Soudan et il a joué un rôle de premier plan en Afghanistan. Bien que le Canada ne se soit pas joint à la coalition en Irak, la marine canadienne a joué un rôle de soutien essentiel en patrouillant le golfe Persique. Le Canada a beaucoup contribué à la reconstruction de l'Irak, s'étant engagé à verser 300 millions de dollars pour rebâtir le pays et mettre en place un nouveau gouvernement. Nous sommes toujours reconnaissants d'avoir un ami et un voisin comme le Canada, un voisin qui comprend la force des sociétés libres.

Cela est particulièrement important aujourd'hui. Plus tôt ce mois-ci, nous avons commémoré le troisième anniversaire des attentats terroristes du 11 septembre. Ces attentats nous ont amenés

à déclarer la guerre au terrorisme international. Les citoyens des États-Unis ressentent encore personnellement les effets de ces attentats. Toutefois, il est important de se souvenir que les citoyens des États-Unis n'ont pas été les seuls à être la cible d'attentats dans la foulée du 11 septembre. Pour nous rappeler cette triste réalité, nous n'avons qu'à penser aux événements horribles de la semaine dernière alors que plus de 300 citoyens innocents de la Russie, dont un grand nombre d'enfants, sont morts lors de la tragédie de l'école n° 1 de Belan.

Nous sommes conscients que nous ne pourrions jamais vaincre seuls le terrorisme international ni protéger et défendre notre territoire. Les citoyens des États-Unis sont heureux de pouvoir compter sur un grand nombre d'amis et d'alliés partout dans le monde, des amis et des alliés sur tous les continents et de toutes les croyances qui se sont joints à nous dans ce combat. De ces amis et alliés, aucun n'est plus important que le Canada. Du fait que nous partageons le même continent, la sécurité et le bien-être du Canada et des États-Unis sont inséparables. Du fait que nous partageons une frontière commune s'étendant sur 9 200 kilomètres, la géographie seule fait en sorte qu'inévitablement les terroristes internationaux songeront à utiliser le Canada comme rampe de lancement potentielle pour entrer aux États-Unis. Il est d'une importance primordiale que le Canada et les États-Unis continuent à travailler ensemble pour prévenir et dissuader cette menace.

C'est exactement ce que nous faisons. Le Canada et les États-Unis ont travaillé fort pour établir une «zone de confiance» en Amérique du Nord. Les organismes d'application de la loi et du renseignement des États-Unis collaborent plus étroitement que jamais avec ceux du Canada, en particulier avec la Gendarmerie royale du Canada (GRC), le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) et l'Agence du revenu du Canada (ARC). Ces organismes échangent des renseignements et vérifient l'identité des voyageurs arrivant en Amérique du Nord. Nous coopérons à l'étranger avant que les visiteurs embarquent sur les vols commerciaux à destination de l'Amérique du Nord. Nous travaillons ensemble à la mise sur pied d'une initiative sur la sécurité portuaire dans le cadre de laquelle nous vérifierons les millions de conteneurs d'expédition qui entrent en Amérique du Nord chaque année. Les militaires des États-Unis et du Canada forment une seule entité au sein de NORAD qui surveille les approches aériennes et maritimes vers l'Amérique du Nord et qui nous protège contre des attaques. Nous avons modifié l'accord du NORAD de façon à élargir notre capacité aérospatiale d'alerte actuelle pour être mieux à même d'effectuer des alertes tactiques et des évaluations d'attaques intégrées. Alors que les États-Unis vont de l'avant dans le projet de défense contre les missiles balistiques, nous souhaitons que le gouvernement du Canada se joigne à nous.

Le Canada a récemment annoncé l'adoption d'une politique de sécurité nationale qui confirme cet esprit d'étroite collaboration. Trois objectifs principaux sont mentionnés, soit protéger les Canadiens, protéger les alliés du Canada et contribuer à la sécurité mondiale. En d'autres mots, protéger les intérêts du Canada, agir en partenariat avec les amis du Canada et faire face aux défis mondiaux.

Il en va de même du commerce international des biens et services. Le volume de nos échanges bilatéraux du commerce, uniquement en marchandises, est supérieur à 1,1 milliard de dollars US chaque jour de l'année. Nous partageons la même base industrielle intégrée et continentale. Nous avons pratiquement éliminé tous les tarifs entre nos deux pays, et avec le Mexique, dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) dont c'est le dixième anniversaire.

Nous avons encore du travail à faire et nous avons encore d'épineux problèmes commerciaux à résoudre, mais nous pouvons affirmer franchement que nous devons travailler ensemble pour régler ces problèmes et éliminer les derniers obstacles. Nos discussions portent surtout sur la «façon» d'aller de l'avant plutôt que sur la «question de savoir» si nous devons le faire. Nous ne sommes pas en concurrence, mais nous travaillons ensemble pour rendre l'Amérique du Nord concurrentielle dans le reste du monde.

Les obstacles au commerce en Amérique du Nord existent, mais ils sont minimes si on les compare aux problèmes abordés dans le cadre du cycle des négociations sur le développement à Doha. Toutefois, les difficultés sont sources de possibilités. Nous travaillons avec nos partenaires internationaux pour tirer parti de ces possibilités, en particulier en ce qui a trait à la réduction des tarifs sur le commerce des produits agricole. Nous agissons ainsi car ces démarches profitent aux États-Unis, au Canada et au monde en général.

Je sais que cette opinion sème la controverse dans de nombreux milieux. Après avoir remonté la pente à la suite d'une récession économique aux États-Unis, nous avons vu une croissance économique se redresser, tandis que la création d'emplois est toujours au ralenti. L'économie des États-Unis est de nouveau en pleine croissance et elle crée des emplois. Elle a créé plus d'un million d'emplois au cours de la dernière année. Toutefois, la croissance est plus lente que nous le souhaiterions.

Nous ne devons pas oublier que des millions d'emplois en Amérique du Nord sont tributaires des exportations nord-américaines. Un emploi manufacturier sur cinq aux États-Unis dépend directement du commerce. La meilleure façon de continuer à créer des emplois au sein de notre économie consiste à adopter une politique assurée, axée sur le commerce avec le monde, ce qui signifie d'abord et avant tout de maintenir le commerce avec notre premier et plus important partenaire commercial, le Canada, et notre deuxième plus important partenaire commercial, le Mexique. Nous n'améliorerons pas l'économie des États-Unis en reculant face au commerce mondial.

Nous sommes à même de constater les avantages mutuels qu'engendre le libre-échange ici en Amérique du Nord. L'Accord de libre-échange nord-américain s'est révélé bénéfique pour le Canada, les États-Unis et le Mexique. L'ALENA a contribué à libérer de la pauvreté des millions de Mexicains. Ils font maintenant partie de la classe moyenne et peuvent se procurer des biens et des services provenant des États-Unis et du Canada.

L'Accord a renforcé la démocratie au Mexique, ce qui s'est traduit par la victoire de l'opposition aux dernières élections et par une passation des pouvoirs, comme ce devrait être le cas dans une démocratie. C'est là un bon exemple de la façon dont le libre-échange bénéficie à tous.

Le Canada, les États-Unis et le Mexique ont maintenant la possibilité de collaborer et de développer davantage l'ALENA. Nous pouvons coordonner les systèmes et les règlements nationaux sur l'étiquetage du pays d'origine et nous assurer de leur complémentarité, tout en maintenant des normes élevées pour protéger la santé, la salubrité et l'environnement.

Le libre-échange mondial ne joue pas uniquement en faveur des intérêts économiques directs des États-Unis et de ses partenaires, comme le Canada. Il joue dans l'intérêt de tous. Lorsque nous créons un climat favorable pour le commerce et l'investissement, nous jetons les bases qui permettent aux citoyens de sortir de la pauvreté. Cela ne fait pas qu'ajouter de nouveaux consommateurs pour nos biens et services, mais contribue également à prévenir que des États avortons, comme l'Afghanistan, tombent sous le régime des Talibans en donnant à leurs citoyens une raison d'espérer en l'avenir. Les données sur le commerce international et l'investissement éclipsent celles sur l'aide étrangère. L'aide étrangère contribue à aider un pays à construire des routes lui permettant d'exploiter des ressources qui renforceront son économie. Mais l'aide étrangère uniquement ne peut pas sortir les citoyens de la pauvreté, d'où l'importance des ressources engendrées par le commerce et l'investissement extérieurs.

Sans vouloir minimiser les épineux problèmes qui existent entre nous, le véritable défi en matière de politique commerciale, pour nos deux pays, se situe à l'échelle mondiale, c'est-à-dire trouver la façon de promouvoir nos valeurs communes et de créer des marchés libres, transparents et ouverts en vue d'améliorer la prospérité mondiale. Tout comme dans le domaine de la sécurité nationale, notre longue et fructueuse expérience de collaboration commerciale nous place en excellente position pour relever ces défis.

Le Canada et les États-Unis sont probablement les deux meilleurs partenaires environnementaux du monde. Nos deux pays ont débuté leur collaboration voilà bientôt 100 ans avec la signature du Traité des eaux limitrophes et la création de la Commission mixte internationale.

Pendant la majeure partie du 20^e siècle, les questions discutées ont surtout porté sur les lacs, les rivières, les oiseaux migrateurs et les pluies acides, bref, la plupart du temps des enjeux bilatéraux. La nature des nouveaux enjeux est essentiellement mondiale, par exemple, ils sont liés à l'ozone, aux polluants organiques persistants, aux stocks de poissons fortement migrateurs et au déboisement tropical.

Dans les années 70, les lois historiques sur l'environnement qui ont été adoptées ont fait du gouvernement fédéral des États-Unis non seulement un protecteur du milieu sauvage, ce qu'il était depuis des décennies, mais aussi un gardien de la qualité de l'air, de la terre et des eaux. Ces lois ont été parmi les premières du genre à être adoptées dans le monde. L'administration actuelle s'inspire de ces lois et s'efforce de répondre à la demande continue de la société d'améliorer l'environnement.

La qualité de l'air aux États-Unis s'est beaucoup améliorée au cours des récentes décennies, en même temps que le kilométrage des véhicules et la consommation d'énergie augmentaient et que l'économie prospérait.

Au cours de la dernière année, l'Environmental Protection Agency des États-Unis a proposé une nouvelle série de «règlements sur la qualité de l'air» qui assureront la continuité de ces améliorations considérables de la qualité de l'air. Ces règlements portent particulièrement sur le transport des polluants au-delà des frontières des États, par la réglementation de la circulation entre États, les moteurs Diesel à caractère non routier et les émissions de mercure. Ces nouveaux règlements sur la pureté de l'air devraient faire des 15 prochaines années la période la plus bénéfique de notre histoire du point de vue de l'amélioration de la qualité de l'air.

J'aimerais mettre l'accent sur le défi particulier lié à la politique en matière de changement climatique. C'est un bon exemple de la façon dont un problème mondial peut venir perturber tout ce que nous avons traditionnellement fait ensemble ici en Amérique du Nord.

Au début de son administration, en mars 2001, le président Bush a annoncé que les États-Unis ne signeraient pas le Protocole de Kyoto, ce qui a soulevé de nombreuses critiques un peu partout. Mais les auteurs de ces critiques ont rapidement oublié qu'en même temps le président a réaffirmé que les États-Unis respecteraient l'objectif principal de la convention cadre des Nations Unies, soit la stabilisation des concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Les États-Unis ont continué à faire appel à un leadership pour atteindre cet objectif en utilisant d'autres moyens que ceux proposés dans le Protocole de Kyoto. En juin 2001, le président a établi le comité du Cabinet sur le changement climatique, la science et la technologie. Au cours des mois suivants, nous avons introduit l'entente internationale sur la cueillette et le stockage du gaz carbonique, entente à laquelle des entreprises canadiennes de pétrole et de gaz sont parties importantes.

En janvier 2002, le secrétaire à l'Énergie a lancé le programme d'automobiles «Freedom Car», un nouveau programme coopératif de recherche de l'industrie automobile entre le département de l'Énergie et d'importants constructeurs de véhicules automobiles. Dans le cadre de ce programme, des fonds sont accordés à la recherche de technologies efficaces ultra-modernes sur les piles à combustible qui utiliseront l'hydrogène pour propulser les automobiles.

Il ne faut surtout pas oublier qu'en février 2002, le président Bush a annoncé un programme de plusieurs milliards de dollars pour des projets sur le changement climatique conçus pour ralentir, et si la chose est possible scientifiquement, arrêter et refouler la croissance des émissions de gaz

à effet de serre. Le gouvernement s'est engagé à atténuer l'intensité des gaz à effet de serre aux États-Unis, c'est-à-dire les émissions par unité d'activité économique, de 18 p. 100 au cours des 10 prochaines années.

Cela équivaut à diminuer de 70 millions le nombre d'automobiles sur les routes. Ici encore, nos citoyens, nos entreprises et nos gouvernements devront s'engager à utiliser les nouvelles technologies. La chose est possible, car elle est fondée sur l'idée pleine de bon sens que la croissance économique n'est pas uniquement compatible avec le progrès en matière d'environnement, mais plutôt qu'elle contribue au progrès en matière d'environnement.

La croissance économique génère des ressources d'investissement qui en retour créent des technologies propres et éconergétiques.

Après avoir annoncé son plan sur le changement climatique, le président a demandé un budget sans précédent de 4,5 milliards de dollars U.S., en 2002-2003, pour les programmes liés au changement climatique, soit une augmentation de 700 millions de dollars comparativement à l'année précédente. Il s'agit du plus important engagement de ressources consacrées au changement climatique jamais pris dans le monde, plus que celui de tous les pays d'Europe et du Japon mis ensemble.

Dans le cadre de notre politique nationale en matière d'énergie, nous nous sommes clairement engagés à aborder avec nos partenaires internationaux les questions liées au changement climatique et à l'approvisionnement énergétique, du fait que la portée de ces problèmes est de nature mondiale. Pour prouver davantage cet engagement, en mars 2002, en dépit de leurs divergences sur le Protocole de Kyoto, les gouvernements des États-Unis et du Canada ont signé deux ententes internationales sur l'énergie renouvelable et la climatologie, ce qui a éclairci la situation entre nos deux pays et démontré au reste du monde notre volonté à augmenter et à intensifier nos efforts communs pour s'attaquer au problème du changement climatique, que l'un de nos deux pays décide ou non de ratifier le Protocole de Kyoto. Bien que nos points de vue diffèrent sur la valeur du Protocole de Kyoto, les États-Unis et le Canada s'entendent sur l'importance du défi et sur la nécessité de travailler ensemble.

Nous partageons une longue histoire de collaboration ici en Amérique du Nord, en particulier le long de nos frontières. Mais aujourd'hui, notre programme est beaucoup plus imposant, un défi mondial qui touchera tous les pays de la planète.

Je vous parlerai maintenant d'un quatrième secteur de collaboration et d'interdépendance liant les États-Unis et le Canada, celui de l'énergie. Tout le monde sait en Alberta que le Canada est le premier fournisseur de pétrole des États-Unis et notre plus important fournisseur étranger d'énergie totale, en fait, dans une proportion de deux pour un. Nous partageons un réseau continental intégré d'oléoducs, de gazoducs et de raffineries. Le Canada fournit environ 30 p. 100 de l'énergie totale des États-Unis.

Le Canada est un chef de file mondial dans le développement de services et de technologies énergétiques propres et perfectionnées. La coopération et l'intégration sont intenses dans le secteur de l'énergie et beaucoup d'efforts ont été déployés au cours des 20 dernières années pour les institutionnaliser.

Le groupe de travail nord-américain sur l'énergie, mis sur pied dans les premiers mois de l'administration Bush, en 2001, n'en est que le plus récent exemple d'importance. Il est à souhaiter que la construction du gazoduc de l'Alaska, pour acheminer le gaz naturel, devienne un autre exemple de ce qu'un partenariat entre les États-Unis et le Canada peut produire en prolongeant encore les frontières de l'approvisionnement énergétique de notre continent.

Nous avons encore du travail à faire. Comme on peut le lire dans le rapport de 2001 du président sur la politique nationale en matière d'énergie, nous faisons face à d'importants problèmes

d'infrastructure dans le secteur de l'énergie, en particulier en ce qui a trait au réseau intégré de transmission de l'énergie électrique dans les deux pays.

Mais nous devons faire face à problèmes beaucoup plus sérieux et plus difficiles sur la scène mondiale. Par exemple, dans l'immédiat, les prix de l'énergie. Le coût du pétrole et des produits de raffinerie n'est pas un phénomène local. Il existe un seul marché mondial du pétrole et les prix montent et descendent plus ou moins simultanément partout, même dans les pays exportateurs de pétrole, comme le Canada, et dans les pays importateurs, comme les États-Unis.

Certains citoyens des États-Unis seraient peut-être intéressés de savoir que le Canada n'est pas uniquement notre plus important fournisseur d'énergie importée et qu'il se classe au deuxième rang mondial pour les réserves de pétrole, mais que les citoyens du Canada sont aussi touchés qu'eux par les prix élevés du pétrole.

C'est un fait dont il faudrait se souvenir lorsque nous songeons à accroître la sécurité énergétique en Amérique du Nord. Les tenants d'une soi-disante «autosuffisance» vont trop loin s'ils nous promettent que nous pouvons nous isoler du reste du monde. En tant que Nord-Américains, nous pourrions combler une plus grande partie de nos besoins en énergie et il existe de bonnes raisons de le faire. Toutefois, nous devons faire preuve de réalisme et nous demander si cela mettra fin à notre dépendance sur les marchés énergétiques mondiaux. Même si comme le Canada, les États-Unis pouvaient produire plus de pétrole qu'ils en consomment aujourd'hui, nos citoyens et ceux du Canada seraient quand même touchés comme ils le sont maintenant par l'offre et la demande sur les marchés mondiaux.

Comparativement au pétrole, très peu de transactions commerciales de gaz naturel sont effectuées à l'intérieur et à l'extérieur de Amérique du Nord. Alors, jusqu'à ce jour, le gaz naturel a constitué un marché continental distinct. Nous avons eu des discussions intéressantes sur le «marché nord-américain du gaz naturel», mais il serait important de se demander avec quelle rapidité ce marché continental s'intégrera au marché mondial intégré du gaz naturel?

Je ne connais pas la réponse, mais je sais que cela dépend en grande partie de la rapidité avec laquelle nous développerons la technologie et les infrastructures pour le gaz naturel liquéfié. C'est une question sur laquelle nos deux pays se pencheront.

S'ils voient le jour, les ports canadiens de gaz naturel liquéfié (GNL), comme ceux proposés dans les provinces de l'Atlantique, joueront un rôle important, peut-être même primordial et stratégique, dans la construction d'un plus grand nombre de ports de GNL dans notre marché continental. Dans la mesure où cela se produira, les foyers nord-américains risqueront davantage de ressentir les répercussions des incidents qui se produiraient dans les champs de gaz du Nigeria ou de Trinidad ou du pays d'où pourrait provenir notre gaz naturel.

Toutefois, ces répercussions ne remplaceront pas celles qui existent déjà dans nos marchés énergétiques, elles s'ajouteront à l'ensemble. Nos sources d'approvisionnement deviendront plus diversifiées. Notre marché énergétique deviendra plus flexible et plus souple.

Même à 40 \$ US le baril, après ajustement pour l'inflation, le prix du pétrole est inférieur à ce qu'il était dans la première moitié des années 80 et près de ce qu'il était en 1974-1975. Pour ce qui est de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), loin d'être le cartel dévoreur de prix élevés que nous craignons déjà, l'organisation s'efforce de maintenir la stabilité des prix. L'OPEP a appris depuis longtemps que les fluctuations de prix font mal à tout le monde, y compris aux pays membres, du fait que l'organisation ne contrôle qu'une petite partie de la production mondiale du pétrole.

Bref, nous achetons notre pétrole sur un marché mondial hautement complexe et concurrentiel conçu pour nous servir et non pour nous nuire. Il nous approvisionne de façon fiable en pétrole de haute qualité provenant de différentes sources à des prix étonnamment modérés et stables. Bien que ces prix aient récemment atteint un sommet, cela ne modifie pas l'argument

fondamental selon lequel nous n'avons pas encore trouvé un meilleur moyen que le marché mondial libre pour fournir des biens et des services à des milliards de personnes. Il en va de même de l'énergie comme des autres biens et services. L'un des objectifs que poursuit la présente administration, dans le cadre de sa politique en matière d'énergie, consiste à améliorer l'approvisionnement en énergie en Amérique du Nord. Nous y arrivons en laissant les marchés à eux-mêmes. Nous nous sommes engagés à travailler avec nos partenaires internationaux, tant en Amérique du Nord qu'à l'étranger, afin d'améliorer l'approvisionnement en énergie non seulement en Amérique du Nord, mais partout dans le monde.

L'économie des hydrocarbures a duré un siècle, mais elle ne durera pas toujours. Nous abandonnerons éventuellement le pétrole et le charbon. Il a fallu des siècles pour que se développent notre économie et notre société basées sur les hydrocarbures, changement climatique inclus, et il faudra du temps pour aborder la question. Si nous adoptons une approche à long terme, c'est-à-dire établir des échéanciers réalistes et tirer parti du pouvoir de transformation de la technologie, nous pouvons apporter les transformations nécessaires à un rythme normal sans provoquer de perturbations économiques. Ces transformations ne feront pas que relever le défi du changement climatique, elles contribueront aussi à libérer le monde de sa dépendance aux combustibles fossiles.

Construire un monde plus sécuritaire et plus prospère, protéger les ressources naturelles de l'Amérique du Nord, travailler pour s'assurer que nous disposons de l'énergie nécessaire pour alimenter nos économies, nous protéger contre le terrorisme international, tous ces thèmes que j'ai abordés aujourd'hui constituent des questions qui intéressent les États-Unis et le Canada ainsi que le reste de la collectivité mondiale. Aucun d'entre nous ne peut atteindre seul ces objectifs. Nous ne pouvons y arriver qu'en travaillant ensemble.

Nous partageons plus que des intérêts, tout comme nous partageons plus qu'une frontière. Nous partageons des valeurs fondamentales qui unissent nos deux pays. J'aimerais conclure en disant quelques mots à propos d'une des valeurs les plus chères aux citoyens du Canada et des États-Unis. Pour la deuxième fois en quatre ans, le Canada et les États-Unis tiennent des élections nationales au cours de la même année. Lorsque les Canadiens sont allés voter le 28 juin, ils ont perpétué une longue et fière tradition démocratique. Ils ont perpétué une tradition parlementaire qui englobe le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. Ils ont perpétué une tradition politique évolutive conçue pour établir le consensus et la conciliation entre divers groupes de personnes.

Lorsque les citoyens des États-Unis voteront dans environ six semaines, ils perpétueront aussi une fière tradition démocratique. Notre tradition est fondée sur un système politique qui sépare et équilibre le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire. C'est un système politique qui, de par sa conception, ses valeurs et souvent ses forces, engendre des différends et des débats accusatoires au sein de la vie politique nationale.

Paradoxalement, nos différents systèmes politiques nationaux illustrent les plus importantes valeurs que nous avons en commun. Rien n'est plus cher aux citoyens du Canada et des États-Unis qu'un système politique qui leur permet de choisir en tout point leur gouvernement et leurs représentants. Ce système constitue la base de notre liberté de vivre, de penser, de s'exprimer et de prospérer. Ces valeurs de liberté, que sont des élections libres et les gouvernements démocratiques, sont le ciment des relations entre le Canada et les États-Unis, les relations bilatérales les plus étroites qui existent entre deux pays dans le monde.

Merci beaucoup.